

**Lettre d'opinion transmise le 2 décembre 2008 à :**

**La Presse, Le Devoir, Le Soleil, Le Droit, La Tribune, La Voix de l'Est de Granby,  
Le Nouvelliste, Le Quotidien**

## **Harper doit prendre acte du vœu de la Chambre et de la population**

**– René Roy, secrétaire général de la FTQ**

L'annonce cette semaine de la formation d'un gouvernement de coalition à Ottawa est une nouvelle inespérée sur le plan politique. Devant l'urgence économique, que trois partis politiques mettent de côté leurs différences (bien réelles) et fassent le pari d'offrir au pays un programme de gouvernement ne relève pas du zèle partisan, comme certains le suggèrent, mais au contraire d'un grand sens des responsabilités.

Que les trois partis aient eu le courage et l'audace de s'asseoir ensemble pour établir un plan de match révèle un sens de l'État que l'on n'a jamais observé chez les conservateurs depuis qu'ils sont au pouvoir. En donnant son aval à cette coalition, le Bloc Québécois, pour un, démontre de façon éloquente à ses détracteurs qu'il met les besoins de la population au-dessus de ses intérêts partisans.

Avec la tempête à l'horizon, le pays a en effet besoin d'un gouvernement qui prendra toutes les mesures nécessaires pour en endiguer les effets. Le plan de stimulation économique présenté par les trois partis est à la mesure de la tâche. Parmi les mesures annoncées, on observe notamment l'amélioration du régime d'assurance-emploi et de l'aide aux travailleurs âgés, l'intensification des programmes d'infrastructures et de rénovation, des investissements pour les secteurs manufacturier et forestier et en formation professionnelle, ainsi qu'un soutien renouvelé à la gestion de l'offre en agriculture. Bien sûr, beaucoup reste à définir et à préciser, mais on sent dans le plan annoncé une urgence et une ambition qui étaient tout simplement absentes dans l'énoncé des conservateurs.

La semaine dernière, ces derniers ont fait la preuve finale qu'ils n'avaient non seulement rien à offrir pour subvenir aux besoins des travailleurs et des travailleuses, mais ils ont essayé d'utiliser le prétexte de la crise pour justifier toute une série de mesures grossièrement partisans. En ce sens, ils se sont eux-mêmes disqualifiés du pouvoir.

Les conservateurs regrettent sans doute maintenant d'être allés trop loin, mais le « génie » du gouvernement de coalition est sorti de la bouteille. Refuser d'accepter cette réalité ne fera que prolonger la crise qu'ils ont eux-mêmes créée.

Il incombe maintenant qu'ils prennent acte du jugement de la Chambre et cessent de s'accrocher indûment au pouvoir. Faut-il souligner l'évidence, les partis à l'entente représentent la majorité de la population et des sièges au Parlement. Crier à l'antidémocratie dans les circonstances est puéril. Les conservateurs, comme nous tous, auront le loisir de juger le gouvernement de coalition à ses actes et à ses résultats.